

Aperçu du référendum révocatoire aux États-Unis (« rappel »)

Sommaire

1.Introduction.....	2
2.Aperçu du système politique des USA.....	2
<i>Gouvernement des États</i>	3
<i>Administrations locales</i>	3
3.Vue d'ensemble du rappel.....	4
<i>Pour ou contre la révocabilité</i>	4
<i>Efficacité et impact du rappel</i>	5
4.Qui est concerné par le rappel ?.....	6
<i>Pas de révocation des fonctionnaires, agents et élus fédéraux</i>	6
<i>Révocation des fonctionnaires, agents et élus au niveau de l'État</i>	6
<i>Révocation des fonctionnaires, agents et élus locaux</i>	8
5.Comment fonctionne le processus de rappel.....	9
<i>Durée minimale du mandat avant le début d'une procédure de rappel</i>	9
<i>Mise en œuvre d'une pétition de rappel</i>	9
<i>Tenue du scrutin de rappel</i>	10
<i>Choix du remplaçant</i>	10
6.Quelques données récentes sur les rappels aux USA.....	11
<i>Tentatives de rappel au niveau de l'État depuis 10 ans</i>	11
<i>Tableau : Modalités du référendum révocatoire aux USA, au niveau des États et au niveau local</i> .14	

1. Introduction

La révocabilité des élus est un principe de démocratie semi-directe garanti par les textes constitutionnels dans un certain nombre de pays, notamment en Europe et dans les deux Amériques. L'objectif de ce billet est de proposer une synthèse des différents dispositifs de référendum révocatoire en usage aux USA, appelés en anglais *recall elections* ou « scrutins de rappel ». N'étant ni juriste, ni spécialiste des USA, je remercie ceux qui ont les compétences requises de m'aider à rectifier ce document chaque fois que nécessaire.

gygde@free.fr

Parmi les sources (en anglais) qui ont servi à cette synthèse :

- Zimmermann J.F., *The Recall: Tribunal of the People*, State University of NY Press, 2014. ISBN 9781438449258

Ouvrage de référence sur les fondements philosophiques et légaux du *recall* dans la démocratie américaine, avec arguments, évaluation et perspectives pour la démocratie, par un spécialiste de démocratie locale US, prof. de science politique à l'Univ. d'Albany.

- Cronin T., *Direct democracy. The politics of initiative, referendum, and recall*, Harvard University Press, 1999. ISBN 9781583483015

Excellente introduction aux dispositifs de démocratie semi-directe dans les institutions US et à leurs justifications, par un auteur de manuels universitaires, prof. de science politique au Colorado College.

- L'incontournable site Web *Ballotpedia* :
<http://ballotpedia.org/Portal:Recall>

Inépuisable source d'informations sur le système électoral US, avec des accès croisés par année, par type d'élection, par État, et des dossiers de fond sur les principes, l'histoire et le fonctionnement de la démocratie représentative et directe aux USA.

- Le site de la NCSL (« Conférence nationale des législatures d'État »):
<http://www.ncsl.org/research/elections-and-campaigns/initiative-and-referendum.aspx>

Fondation non partisane pour la recherche et l'amélioration du système législatif, publiant des informations et des synthèses sur le fonctionnement et les missions des Parlements d'État

- Le *Recall Elections Blog*, de Joshua Spivak :
<http://recallelections.blogspot.com/>

J. Spivak est un chercheur en science politique qui analyse, méticuleusement et de manière neutre, jour après jour depuis 2011, toutes les annonces et tentatives de rappel à travers les USA, ainsi que leurs suites. C'est la meilleure source pour observer la vie du *recall*.

2. Aperçu du système politique des USA

Les États fédérés sont des républiques ayant chacune leur système légal, valide selon leur propre Constitution. Ces dernières sont bien plus détaillées que la Constitution des États-Unis, qui leur est supérieure dans la hiérarchie des normes. Chaque État a sa Cour constitutionnelle. La Cour suprême des États-Unis est l'autorité constitutionnelle de plus haut niveau.

Chaque État fédéré a son Parlement (Sénat et Chambre des représentants, sauf le Nebraska, monocaméral), son exécutif, son système judiciaire avec la Cour suprême de l'État comme cour de dernier ressort.

Gouvernement des États

Dans la plupart des États, plusieurs membres clés de l'exécutif d'État sont élus directement par le peuple aux côtés du gouverneur : vice-gouverneur, procureur général (Justice), secrétaire d'État (Affaires extérieures), commissaires aux comptes, trésorier, commissaire à l'Agriculture, superintendant (Éducation).

Le gouverneur a généralement le droit de veto sur les lois votées par le Parlement de l'État qui peut à son tour le refuser par vote. Le Parlement peut voter une procédure d'*impeachment* (mise en accusation) du gouverneur, mais celui-ci ne peut pas le dissoudre. Les électeurs de chaque État envoient des représentants et des sénateurs au Congrès des États-Unis (Parlement national).

Les magistrats au niveau de l'appareil judiciaire d'État sont élus ou nommés par le Parlement ou les Cours suprêmes d'État.

La politique nationale (au niveau fédéral ou de l'État) s'organise autour de deux partis (Démocrates et Républicains) qui sont essentiellement des machineries électorales, sans grands clivages idéologiques. Les choix se font autour des positions des candidats sur l'utilisation des finances publiques et l'intervention de l'État, ainsi que sur leur attitude plus ou moins conservatrice sur des questions « sociétales » comme le contrôle des armes, le mariage homo, l'avortement, la légalisation du cannabis...

L'abstention aux élections générales n'est pas massive. Les électeurs américains participent, y compris lorsque les élections sont groupées : président, députés, gouverneurs, juges..., ce qui rend pourtant le passage aux urnes fastidieux (37% d'abstention aux présidentielles de 2008, 41% en 2012).

Administrations locales

Le découpage territorial local est propre à chaque État-république. On distingue généralement des comtés, des districts, des cantons, des municipalités, chacun pouvant être doté de capacités législatives propres, qui peuvent même s'affranchir des lois de l'État (ex. des villes sous charte).

Les villes sous charte (nombreuses en Californie, par ex.) ne suivent pas les lois de l'État, et se distinguent par des politiques de développement, sociales ou éducatives particulières, notamment sur le plan fiscal.

Outre ces administrations locales à usage général, il peut y avoir des administrations locales à usage local ou régional, telles que les districts scolaires et les districts pour la protection incendie, les réseaux sanitaires, les transports publics, les bibliothèques publiques, ou la gestion des ressources en eau. Ces districts à usages spéciaux couvrent souvent des zones de plusieurs municipalités. En 2012, il y avait 89 055 gouvernements locaux aux États-Unis.

Au niveau local (comtés, districts, cantons, municipalités), on élit (fréquemment ensemble) les maires, les conseillers municipaux, et dans certains cas les juges, les sheriffs. Selon les États, on peut élire les responsables des districts de services publics (gérés comme des entreprises) : écoles, hôpitaux, gestion de l'eau, de la protection civile, des forêts. L'abstention aux élections locales peut être assez élevée, selon les collectivités et les circonstances (de 55% à plus de 90% dans les 20 plus grandes villes des USA aux élections municipales de 2012).

Les Constitutions d'État peuvent permettre la démocratie semi-directe par la possibilité de pétitions et référendums d'initiative populaire (*ballot initiatives*) portant sur les lois ou la Constitution de l'État, et de référendums révocatoires (*recall elections*) portant sur les agents publics. Si elles ne l'inscrivent pas au niveau de l'État, elles peuvent laisser la possibilité aux chartes de le faire.

3. Vue d'ensemble du rappel

Le rappel (*recall*) est une procédure qui permet aux citoyens de retirer son mandat à un agent public et de le remplacer avant le terme de son mandat. Le terme *recall election* recouvre le référendum sur la question de la révocation de l'agent public, et l'élection simultanée ou séparée du remplaçant au poste vacant, afin d'en préserver la continuité. (On peut dresser une analogie avec le principe de la « motion de censure constructive » qui prévoit le remplacement du chef de gouvernement destitué en Allemagne, Belgique et Espagne.)

Le rappel est beaucoup plus souvent utilisé au niveau des administrations locales qu'au niveau des gouvernements des États. Selon certaines estimations, les trois quarts des scrutins de rappel sont tenus au niveau d'un conseil municipal ou d'une commission scolaire (aux USA, organismes indépendants gérant les établissements éducatifs). Au niveau de l'État, les motifs de révocation d'un élu sont surtout politiques (actions et votes contraires aux intérêts des électeurs), et souvent éthiques au niveau local (perte de confiance à la suite de corruption, d'incompétence, de fautes professionnelles ou de comportements inconvenants, indépendamment du fait qu'il y ait ou non condamnation en justice).

Le rappel est un **dispositif politique**, et diffère en cela de la mise en accusation (*impeachment*), qui est une procédure judiciaire pendant laquelle la Chambre doit porter des accusations spécifiques, et le Sénat agir en tant que jury statuant sur preuves. Dans la plupart des 19 États instituant le rappel au niveau de l'État (sauf 8), il n'y a pas besoin de présenter des motifs spécifiques, et le rappel d'un fonctionnaire d'État est seulement la conséquence d'un scrutin public au suffrage universel.

Bien que les procédures de rappel de politiciens à tous les niveaux de gouvernement, État ou local, aient augmenté au cours des dernières années, la plupart des efforts de rappel sont infructueux. De nombreuses demandes de rappel échouent en raison d'un manque de moyens financiers (les exigences juridiques et matérielles pour mettre les pétitions en circulation sont élevées) ou de l'incapacité à proposer un candidat viable pour remplacer le politicien qu'on souhaite révoquer.

Pour ou contre la révocabilité

Les partisans du rappel affirment qu'il offre aux citoyens un moyen de garder le contrôle sur les élus qui ne représentent pas l'intérêt général, ou qui sont incompetents ou indifférents aux

doléances. Selon cette opinion, un élu est un agent ou un serviteur (« mandataire »), et non un maître ou un décideur autonome (« fondé de pouvoir »).

Ses adversaires affirment qu'on ne devrait pas autoriser les électeurs à abuser de la démocratie hors périodes électorales, que la menace d'un rappel diminue l'indépendance des élus, qu'il met en difficulté tous les agents publics en ne donnant pas sa chance à l'élu jusqu'à l'élection suivante (qui serait la seule révocation envisageable en démocratie représentative), que d'autres méthodes existent, notamment judiciaires, et que le rappel peut conduire à des abus de la part de groupes d'intérêts bien financés.

Liens (en anglais) vers des discussions *pour* et *contre* :

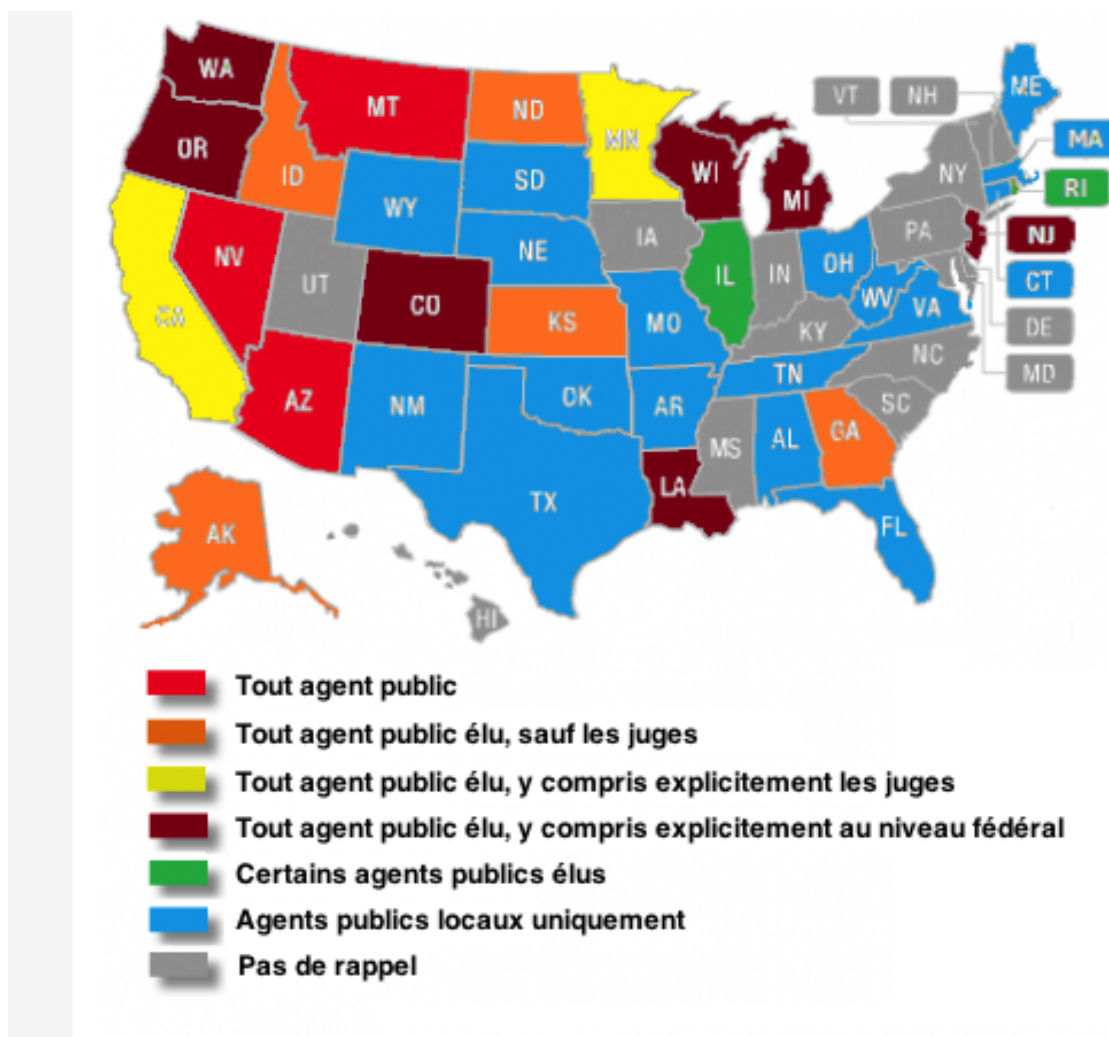
- <http://www.debate.org/debates/The-People-Ought-to-Have-the-Ability-to-Recall-Elections/1/>
- http://www.david-kilgour.com/mp/recall_and_direct_democracy.htm
- <http://www.governing.com/topics/politics/rise-recall-election.html>

Efficacité et impact du rappel

Bien que les recherches sur l'efficacité et l'impact du rappel soient peu nombreuses, certaines études sur la corrélation entre la participation électorale et l'existence d'un dispositif de rappel montrent que le taux de participation est plus élevé dans les États qui permettent le rappel, et suggèrent que les électeurs de ces États sont davantage satisfaits de la démocratie (*cf.* M. Qvortrup, "Hasta la Vista: a comparative institutionalist analysis of the recall", *Representation*, 2011). Toutes s'accordent à dire que, pour limitées que soient les preuves de l'efficacité du rappel à accroître la responsabilité et la réactivité des élus, il n'y en a aucune permettant d'affirmer que l'existence de dispositions de révocation des élus déstabilise la vie politique.

Il faut préciser que si la collecte de données et d'informations sur le rappel des agents publics de l'État ne pose pas de problème, en raison du (relativement) faible nombre de scrutins de ce type, et de l'existence d'un référentiel central de données dans chaque État, en revanche, la collecte de données et d'informations sur le rappel des fonctionnaires dans les administrations locales est une tâche difficile en raison de l'absence de référentiel central sur les élections de rappel dans les États où le dispositif est autorisé. Il n'y a pas de décompte exact du nombre total de collectivités locales où le rappel peut être employé. Son utilisation est prévue dans certains types d'administrations locales, soit par une disposition constitutionnelle au niveau de l'État, soit par une loi générale, ou par des statuts spéciaux pour une administration locale particulière, ou encore par des chartes.

4. Qui est concerné par le rappel ?



Pas de révocation des fonctionnaires, agents et élus fédéraux

La Constitution des États-Unis (1787) ne prévoit pas le rappel des représentants élus au niveau du gouvernement fédéral. L'option avait été envisagée, mais n'avait pas été retenue dans la version finale. Certaines Constitutions d'État (Oregon, Washington, Colorado, etc.) affirment le droit des citoyens à rappeler leurs représentants au Congrès, mais la Cour suprême des États-Unis n'en a pas établi la légalité au niveau fédéral. Certains États ont publié des avis et décisions sur le rappel des membres du Congrès des États-Unis, se positionnant souvent contre le rappel au niveau fédéral.

Révocation des fonctionnaires, agents et élus au niveau de l'État

Voir le Tableau des modalités par État en fin de document.

Seuls 19 États permettent le rappel des agents élus ou nommés au niveau de l'État, que ce soit à l'exécutif ou au législatif. Sur ces 19 États, 9 permettent également le rappel au niveau judiciaire, et 10 États excluent les magistrats, qui sont soumis à des procédures collégiales impliquant ou non l'avis du Parlement.

Dans la plupart de ces 19 États, tout électeur inscrit peut lancer une campagne de rappel pour une raison quelconque. Souvent, les raisons sont d'ordre politique. Seules les Constitutions de 8 États exigent que, lors de la demande de pétition, le motif soit exprimé clairement et basé sur des faits, ce qui a pour effet de minimiser la possibilité de révocation pour raisons purement politiques. Les Constitutions d'États très peuplés (équivalant démographiquement à des pays européens) comme la Californie, l'Illinois ou le Michigan permettent le rappel pour tous motifs, sans restrictions.

Le District de Columbia (Washington DC) permet également le rappel. L'Illinois permet seulement le rappel du gouverneur. La Virginie a une procédure semblable au rappel, mais le processus débouche sur un procès et non sur une élection. La liste des motifs autorisés est la suivante : « Négligence, abus de pouvoir, ou incompétence dans l'exercice de ses fonctions; déclaration de culpabilité lors d'un délit lié à la drogue ou d'un délit impliquant un "crime de haine" » (§24.2-233) Après la vérification des signatures de la pétition, c'est à la Cour de décider si un fonctionnaire de Virginie sera démis de ses fonctions. Dans tous les autres États, ce sont les électeurs qui décident.

Dans les **États où la Constitution n'impose pas de conformité à une liste de motifs de rappel**, les arguments pour le rappel peuvent aller au-delà du cadre éthique pour devenir plus politiques. Voici quelques exemples de demandes de rappel de membres de l'exécutif d'État ou de membres du Parlement approuvées par les commissions électorales dans ces États.

Californie

2008 : Campagne de rappel du sénateur Denham. Référendum tenu, la pétition ayant réuni le nombre de signatures requis.

La demande de rappel avait été lancée par les Démocrates pour contrer l'opposition de Denham (un élu « renversable », contrairement à ses collègues) à leur budget qui prévoyait un dépassement du déficit. La campagne, coûteuse, largement financée par les syndicats de fonctionnaires, avait été perçue par l'opinion comme électoraliste, partisane, voire comme un « abus de démocratie ». Cf. *SFGate*, <http://www.sfgate.com/opinion/article/BEYOND-AN-ABUSE-OF-THE-RECALL-PROCESS-3218111.php>. Le référendum a donné une large majorité de « non » à la révocation, et Denham est resté en place.

Michigan

2012 : Demande de rappel du gouverneur Rick Snyder élu en 2010. Demande abandonnée faute des 25% de signatures à la pétition.

Formulation de la pétition (recevable) : « Le Gouverneur Snyder a trompé les enfants du Michigan. Il a coupé à des milliers d'enfants leur aide alimentaire. Il a volé 400 millions de dollars au Fonds d'aide scolaire, et sabré dans les dépenses scolaires. Il a forcé les enfants à s'entasser dans des classes surpeuplées. Puis il a signé plusieurs lois qui privatisent les services, attaqué les enseignants et accusé les syndicats. Snyder a augmenté les impôts sur le revenu des retraités, des travailleurs pauvres et des classes moyennes, pour leur faire payer 2 milliards de dollars par an. Dans le même temps, il a accordé une réduction d'impôt de 86%, 1,7 milliards de dollars, aux grandes entreprises. Snyder a signé la Loi publique 4 de 2011, la loi de Gestion d'urgence. Snyder a utilisé la loi pour s'emparer de villes et de districts scolaires. Snyder a révoqué les élus des citoyens. Les agents de Snyder ont dénoncé des contrats publics et vendu à bas coût des biens publics à des sociétés. Richard Snyder n'a pas réussi à adopter une seule loi qui aide les citoyens du Michigan à trouver un emploi. Il a signé

une loi qui a réduit les prestations de chômage de l'État de 26 à 20 semaines et a conduit des travailleurs du Michigan à perdre 16 semaines de prestations fédérales. »

Arizona

2014 : demande de rappel de la sénatrice Yee. Demande retirée après un accord entre les parties.

Le Comité d'aide aux anciens combattants de l'Arizona a déposé une pétition pour le rappel de Yee, la mettant en cause pour l'utilisation de son poste de président de la Commission sénatoriale de l'éducation aux fins de tuer un projet de loi sur les recherches sur la marijuana déjà approuvé à l'unanimité par la Chambre. La loi permettrait à une partie des taxes perçues sur la vente de la marijuana médicale d'aller vers la recherche sur la marijuana à l'Université. Yee avait déclaré que le produit de la taxe sur la marijuana médicale devait être utilisé uniquement pour la prévention de la toxicomanie.

Colorado

2013 : demande de rappel des sénateurs Morse et Giron. Référendum tenu, après réunion d'un nombre de signatures largement suffisant.

Le rappel a été lancé dans le cadre d'une campagne nationale organisée par la NRA sur le contrôle des armes. Les sénateurs avaient approuvé un projet de loi réduisant entre autres la taille des chargeurs de grande capacité des armes automatiques en vente libre. Une confortable majorité de « oui » a permis de les révoquer.

Formulation de la pétition contre Giron (recevable) : « Le sénateur Giron avait déclaré qu'elle ne soutiendrait pas une réforme qui ne tiendrait pas compte des droits du citoyen du 2^e amendement. Malgré cette affirmation, elle a démontré l'hostilité et le mépris de la liberté constitutionnelle fondamentale de ses électeurs à se défendre, par les armes si nécessaire. Le sénateur Giron a refusé de reconnaître le droit conféré par le 2^e amendement, à savoir le droit fondamental à la propriété privée des armes à feu. Au lieu de soutenir les libertés constitutionnelles de ses électeurs, elle a soutenu la législation destinée à priver les citoyens des droits mêmes qu'elle est juré de défendre. Le sénateur Giron a trahi la confiance de ses électeurs, son serment de faire respecter le 2^e amendement et les droits des propriétaires d'armes à feu en votant OUI sur plusieurs mesures de contrôle des armes à feu en tant que président de la commission des affaires d'État du Sénat. Elle a ouvertement refusé d'exécuter les désirs de l'écrasante majorité du peuple qui l'avait élue pour le représenter. Son incapacité à représenter les valeurs et les opinions des citoyens du 3^e district de l'État du Colorado exige sa révocation comme seul moyen raisonnable et disponible pour défendre les libertés des gens de son district. »

Révocation des fonctionnaires, agents et élus locaux

Voir le Tableau des modalités par État en fin de document.

Plus d'une trentaine d'États permettent le rappel des élus locaux, à tous niveaux de gouvernement : comtés, cantons, municipalités, districts... Dans certains États, cela peut ne s'appliquer que dans des situations limitées, et les États dont la Constitution ne prévoit pas le rappel peuvent néanmoins permettre à certaines villes et comtés d'adopter leurs propres chartes, qui pourraient alors prévoir le rappel, même si aucune autre ville ou comté de l'État ne le fait.

En pratique, l'essentiel des pétitions de rappel sont lancées au niveau local. Les motifs de rappel sont souvent éthiques ou liés à la personne elle-même : incompétence, condamnation. Ce sont les scrutins de rappels locaux qui forment la majorité des révocations effectives.

5. Comment fonctionne le processus de rappel

Les détails du processus de rappel varient d'un État à l'autre, mais en général, il comporte les étapes suivantes:

1. Dépôt d'une **demande de pétition de rappel** pour mettre en circulation une pétition de rappel (certains États exigent que les demandes de rappel soient fondées sur des **motifs** dont la liste figure dans la Constitution), qui doit rassembler un nombre minimal de signatures.
2. Mise en circulation de la **pétition de rappel**, qui doit rassembler au moins un nombre de signatures déterminé par la Constitution dans une période de temps limitée.
3. Soumission de la pétition à la commission électorale concernée pour la **vérification** des signatures et contrôle de légalité.
4. Si suffisamment de signatures valables sont présentées dans le temps donné, un **référendum** est tenu. Sinon, la pétition est abandonnée. Dans certains États (Wisconsin, Arizona, Michigan), il n'y a pas de référendum, mais directement une **élection anticipée** (*one-step recall*).
5. Si le résultat est favorable au rappel (majorité de « oui »), le fonctionnaire ou l'agent est révoqué, et une **élection** simultanée ou postérieure est tenue pour pourvoir le poste devenu vacant (*two-step recall*).

Durée minimale du mandat avant le début d'une procédure de rappel

Voir le Tableau des modalités par État en fin de document.

Dans bon nombre d'États, aucune durée minimale de mandat n'est exigée. Dans les États qui l'exigent, les élus ne peuvent être révoqués avant d'avoir effectué un temps de service minimum compris entre 90 jours et 1/4 de la durée du mandat, selon les juridictions et les mandats. Ils peuvent également ne pas être révocables s'il ne leur reste que peu de temps à effectuer, entre 90 jours et 6 mois selon les juridictions et les mandats.

Mise en œuvre d'une pétition de rappel

Voir le Tableau des modalités par État en fin de document.

Le nombre de signatures requis est généralement un pourcentage des **suffrages exprimés** à la dernière élection pour le poste en question, bien que certains États se fondent sur le nombre **d'électeurs inscrits** ou dans certains cas, sur le nombre de **suffrages exprimés pour l'élu** à révoquer. Il peut même exister une sorte de seuil censitaire, comme en Arkansas, où le rappel des commissaires de district exige la signature de 25% des propriétaires fonciers. Dans la plupart des cas, il existe un **délai maximum** pour la réunion des signatures après la mise en circulation de la pétition. Enfin, les **formalismes juridiques** (formulation, vérification, etc.) gouvernant la mise en circulation des pétitions sont souvent complexes, et représentent donc un coût de mise en œuvre élevé qui décourage d'avance toute tentative de pétition de rappel « fantaisiste », ou sur des bases qui ne seraient pas solidement étayées.

Quelle que soit la formule, les exigences sur le nombre des signatures sont élevées :

- 25% de l'électorat ou des suffrages précédents dans neuf États

- 35% pour les législateurs dans l'État de Washington
 - 1/3 en Louisiane
 - 40% dans le Kansas
 - Le Montana a le plus petit nombre de signatures requis : 10% pour les fonctionnaires d'État et 15% pour les fonctionnaires locaux, et 3 mois pour les obtenir
- Le New Jersey a la durée de circulation de pétition la plus longue : 320 jours pour un rappel de sénateur ou de gouverneur

Tenue du scrutin de rappel

Si la pétition est validée par la commission électorale, un scrutin de rappel doit être tenu dans des conditions fixées par chacune des juridictions. Dans la majorité des cas, l'électeur doit commencer par répondre par « oui » ou par « non » à la question formulée lors de la procédure, généralement une variation autour de : « *L'agent public X doit-il être relevé de ses fonctions ?* ». Le référendum est alors couplé à l'élection d'un remplaçant éventuel si le rappel est voté (*two-step recall*).

Dans tous des États sauf 2, une majorité de « oui » parmi les suffrages exprimés est suffisante pour que le rappel soit effectif, sans qu'une proportion de votants ou un seuil de participation au référendum lui-même ne soient nécessaires. (En Alabama, il faut la majorité des électeurs inscrits, et dans le Tennessee, il faut 66% des suffrages exprimés.) Ces faibles exigences permettent en théorie la révocation d'élus malgré une forte abstention lors du scrutin, mais en pratique, cette possibilité est minimisée par les exigences juridiques de mise en circulation de la pétition et ses seuils de signatures élevés.

Choix du remplaçant

Trois méthodes sont utilisées pour choisir un remplaçant à un poste à la suite d'un scrutin de rappel : par **élection simultanée**, **élection distincte**, ou par **nomination**.

Choix du remplaçant par élection simultanée : le successeur potentiel est choisi sur le même bulletin de vote en Arizona, Californie, Colorado, Nevada, Dakota du Nord, Wisconsin

En Californie et au Colorado, la première question sur le bulletin de vote détermine si le fonctionnaire doit être rappelé. Les électeurs sont ensuite invités à voter pour un candidat à la fonction. Le fonctionnaire qui fait l'objet du rappel ne peut pas figurer parmi ces candidats. Si la majorité des électeurs votent « oui » à la question de rappel, le titulaire est démis, et le successeur est élu selon la deuxième partie du bulletin de vote. Si la majorité des électeurs votent « non » à la question de rappel, le titulaire demeure en fonction et la deuxième partie du bulletin de vote est sans objet.

Dans les 4 autres États utilisant le modèle simultané, la présentation et la certification de la pétition de rappel entraînent une élection spéciale pour le poste, et le scrutin de rappel se fait autour d'une liste de candidats. Le nom de l'agent qui fait l'objet du rappel peut apparaître sur le bulletin de vote avec d'autres candidats. En fait, dans l'Arizona et le Wisconsin, le nom de l'agent à rappeler est automatiquement placé sur le bulletin de rappel pour la réélection à moins que le fonctionnaire démissionne.

Choix du remplaçant par élection distincte : le successeur est choisi lors d'une élection qui fait suite au rappel en Georgie, Louisiane, Michigan, Minnesota, Montana, New Jersey, Oregon, Rhode Island, Illinois

Choix du remplaçant par nomination : le successeur est nommé pour le reste du mandat en Alaska, Idaho, Kansas, Virginie

Dans ces 13 États, le bulletin de vote de rappel ne contient que la question de savoir si ou non le fonctionnaire doit être démis. Si le vote à la majorité est « oui », le poste est déclaré vacant et il est pourvu à la suite d'une élection ultérieure spécifique. Dans 4 États, il l'est par nomination pour le reste du mandat.

6. Quelques données récentes sur les rappels aux USA

Selon le [Recall Elections Blog](#), en 2012, 509 pétitions de rappel ont été lancées à travers le pays, dont 168 ont mené à un référendum révocatoire. 26 élus ont démissionné avant le référendum, 82 élus ont été effectivement révoqués.

En 2013, 478 pétitions de rappel ont été lancées, dont 107 ont mené à un référendum révocatoire. 22 élus ont démissionné avant le référendum, 51 élus ont été effectivement révoqués.

L'essentiel de ces rappels ont concerné des juridictions locales. Pour les détails des motifs et les suites données aux demandes de rappel, cf. le site du [Recall Elections Blog](#), et également le site [BallotPedia](#) qui organise les accès croisés aux données par année, type de poste, État, depuis les origines.

Tentatives de rappel au niveau de l'État depuis 10 ans

Dans les tableaux qui suivent, une absence de valeur dans la colonne Résultats signifie que le référendum n'a pas eu lieu, soit parce que la pétition n'a pas été validée ou a été abandonnée, soit parce que l' élu a démissionné. On voit que les tentatives de rappel au plus haut niveau de l'exécutif sont rarement couronnées de succès. Une particularité : dans le Wisconsin, la demande de rappel du gouverneur Scott Walker a été accompagnée de nombreuses demandes de rappel des législateurs (tant Dém. que Rép.) ayant voté le projet de loi qui la motivait.

Gouverneurs (10 pétitions, 1 révocation, 1 maintien)

Nom	Année	État	Motivations pour la révocation	Résultat
Bobby Jindal	2012	Louisiane	Réforme de l'éducation et des retraites	
Jan Brewer	2012	Arizona	Politique générale	
Rick Snyder	2012	Michigan	Politique générale	
Scott Walker	2012	Wisconsin	Politique budgétaire et sociale	maintenu
Rick Snyder	2011	Michigan	Politique générale	
Jennifer Granholm	2010	Michigan	Réforme carcérale	
Arnold Schwarzenegger	2009	Californie	Politique budgétaire	
Jim Doyle	2009	Wisconsin	Politique générale	
Kathleen Blanco	2006	Louisiane	Gestion de crise après Katrina	
Gray Davis	2003	Californie	Politique budgétaire et énergétique	révoqué

Législateurs (57 pétitions, 9 révocations, 11 maintiens)

Nom	Année	État	Charge	Motivations pour la révocation	Résultat
Kimberly Yee	2014	Arizona	sénatrice		
Angela Giron	2013	Colorado	sénatrice	Loi sur le contrôle des armes	révoquée
Chad Campbell	2013	Arizona	député		
Evie Hudak	2013	Colorado	sénateur		
John Kavanagh	2013	Arizona	député		
John Morse	2013	Colorado	sénateur	Loi sur le contrôle des armes	révoqué
Lindsey Holmes	2013	Alaska	députée		
Mike McLachlan	2013	Colorado	député		
Bob Jauch	2012	Wisconsin	sénateur		
Bruce Caswell	2012	Michigan	sénateur		
Charles Kleckley	2012	Louisiane	député		
George Cromer	2012	Louisiane	député		
Kevin Pearson	2012	Louisiane	député		
Pam Galloway	2012	Wisconsin	sénatrice	Lois « antipauvres »	révoquée
Patrick Colbeck	2012	Michigan	sénateur		
Phil Pavlov	2012	Michigan	sénateur		
Randy Richardville	2012	Michigan	sénateur		
Ray Garofalo	2012	Louisiane	député		
Scott Fitzgerald	2012	Wisconsin	sénateur	Abus de pouvoir, perte de confiance	maintenu
Terry Moulton	2012	Wisconsin	sénateur	Loi sur la protection sociale	maintenu
Van Wanggaard	2012	Wisconsin	sénateur	Loi sur la protection sociale	révoqué
Al Pscholka	2011	Michigan	député		
Alberta Darling	2011	Wisconsin	sénatrice	Loi sur la protection sociale	maintenue
Brandon Dillon	2011	Michigan	député		
Dan Kapanke	2011	Wisconsin	sénateur	Lois sur la protection sociale	révoqué
Dave Hansen	2011	Wisconsin	sénateur	Loi sur la protection sociale	maintenu
James Bolger	2011	Michigan	député		
Jim Holperin	2011	Wisconsin	sénateur	Loi sur la protection sociale	maintenu
Jim Townsend	2011	Michigan	député		
John Moolenaar	2011	Michigan	sénateur		
John Pappageorge	2011	Michigan	sénateur		
Judy Emmons	2011	Michigan	sénatrice		
Kurt Damrow	2011	Michigan	député		
Kyle Johansen	2011	Alaska	député		

Nom	Année	État	Charge	Motivations pour la révocation	Résultat
Lisa Brown	2011	Michigan	députée		
Luther Olsen	2011	Wisconsin	sénateur	Loi sur la protection sociale	maintenu
Michael Nofs	2011	Michigan	sénateur		
Mike Green	2011	Michigan	sénateur		
Mike Shirkey	2011	Michigan	député		
Nancy Jenkins	2011	Michigan	députée		
Paul Scott	2011	Michigan	député	Loi sur les syndicats de profs	révoqué
Randy Hopper	2011	Wisconsin	sénateur	Loi sur la protection sociale	révoqué
Randy Richardville	2011	Michigan	sénateur		
Robert Cowles	2011	Wisconsin	sénateur	Loi sur la protection sociale	maintenu
Robert Wirch	2011	Wisconsin	sénateur	Loi sur la protection sociale	maintenu
Russell Pearce	2011	Arizona	sénateur	Incompétence	révoqué
Sheila Harsdorf	2011	Wisconsin	sénatrice	Loi sur la protection sociale	maintenue
Abel Maldonado	2009	Californie	sénateur		
Anthony Adams	2009	Californie	député		
Jeff Miller	2009	Californie	député		
Jim Silva	2009	Californie	député		
Rashida Tlaib	2009	Michigan	députée		
Roy Ashburn	2009	Californie	sénateur		
Andy Dillon	2008	Michigan	député	Augmentation des impôts	maintenu
Jeff Denham	2008	Californie	sénateur	Opposition au budget déficitaire	maintenu
Robert Dean	2008	Michigan	député		
Gary George	2003	Wisconsin	sénateur	Opposition à la législation sur les jeux	révoqué

Tableau : Modalités du référendum révocatoire aux USA, au niveau des États et au niveau local

État dont la Constitution admet le rappel (le lien donne accès à l'historique des rappels pour l'État)	Population (2010)	Quels agents publics au niveau de l'État peuvent faire l'objet d'un rappel?			Quels agents publics au niveau local (élus ou nommés) peuvent faire l'objet d'un rappel?	Quelle durée de mandat avant une pétition?	Quelles raisons peuvent être invoquées par la pétition selon la Constitution de l'État?	Quel délai maxi pour réunir les signatures?	Quel est le nombre minimum de signatures de la pétition pour pouvoir organiser le référendum?
		Exéc.	Légis.	Judic.					
Alabama	4 779 736				Commissaires municipaux et maires	n/a	n/a	n/a	3% des électeurs inscrits dans la municipalité et 30% des suffrages exprimés à la dernière élection
Alaska	710 231	X	X		Tous les fonctionnaires élus à travers l'État, à l'exception des officiers judiciaires	120 j. et au moins 180 j. restants	Faute professionnelle, incompétence, manquement aux devoirs prescrits, corruption	60 j. pour les agents locaux	25% des suffrages exprimés pour ce poste à la dernière élection régulière
Arizona	6 392 017	X	X	X	Tout agent public à travers l'État exerçant un mandat électif, soit par voie d'élection soit par nomination	6 mois	n/a	120 j.	25% des suffrages exprimés pour ce poste à la dernière élection régulière
Arkansas	2 915 918				Maires, membres du conseil d'administration, commissaires de districts (pour ces derniers, une pétition déclenche une audition de rappel, plutôt qu'un scrutin)	6 mois	n/a	n/a	35% des suffrages exprimés pour tous les candidats pour le bureau à la précédente primaire au cours de laquelle les fonctionnaires ont été nommés ou élus; <i>commissaires de districts: 25% des propriétaires de biens immobiliers dans le quartier</i>

État dont la Constitution admet le rappel (le lien donne accès à l'historique des rappels pour l'État)	Population (2010)	Quels agents publics au niveau de l'État peuvent faire l'objet d'un rappel?			Quels agents publics au niveau local (élus ou nommés) peuvent faire l'objet d'un rappel?	Quelle durée de mandat avant une pétition?	Quelles raisons peuvent être invoquées par la pétition selon la Constitution de l'État?	Quel délai maxi pour réunir les signatures?	Quel est le nombre minimum de signatures de la pétition pour pouvoir organiser le référendum?
		Exéc.	Légis.	Judic.					
Californie	37 253 956	X	X	X	Agent élu d'une ville, d'un comté, d'un district scolaire primaire ou secondaire, de district spécial ou d'un juge de tribunal de première instance Les dispositions prévoyant le rappel dans les comtés et villes sous charte ne sont pas affectées par les dispositions de l'État.	90 j., mais durée restante du mandat > 6 mois	n/a	40 à 160 j. en fonction de la taille de la juridiction	<i>Fonctionnaires d'État</i> : 12% des derniers suffrages exprimés pour le poste (signatures en provenance de chacun des 5 comtés en nombre au moins égal à 1% des derniers suffrages exprimés pour le poste dans le comté) <i>Sénateurs, représentants, cours d'appel, cours de justice</i> : 20% des derniers suffrages exprimés pour le poste. <i>Admin. locale</i> : Pourcentage selon le nombre d'électeurs inscrits: 30% si < 1000; 25% si > 1000 et < 9999; 20% si > 10 000 et < 49 999; 15% si > 50 000 et < 99 999; 10% si > 100000.
Colorado	5 029 196	X	X	X	Élus de tous comtés, cantons ou municipalités		n/a	60 j. pour les agents de l'État	<i>Au niveau de l'État</i> : 25% des derniers suffrages exprimés pour le poste <i>Au niveau local</i> : les villes, les comtés et les cantons peuvent prévoir leurs propres modalités de rappel, mais ne peuvent pas exiger qu'une pétition soit signée par plus de 25% de l'ensemble des suffrages exprimés lors des dernières élections pour le poste en question.
Dakota du Nord	672 591	X	X	X	Tout élu		n/a	n/a	<i>État</i> : 25% des suffrages exprimés lors de l'élection du gouverneur <i>Local</i> : 25% des suffrages exprimés lors de la dernière élection pour le poste

État dont la Constitution admet le rappel (le lien donne accès à l'historique des rappels pour l'État)	Population (2010)	Quels agents publics au niveau de l'État peuvent faire l'objet d'un rappel?			Quels agents publics au niveau local (élus ou nommés) peuvent faire l'objet d'un rappel?	Quelle durée de mandat avant une pétition?	Quelles raisons peuvent être invoquées par la pétition selon la Constitution de l'État?	Quel délai maxi pour réunir les signatures?	Quel est le nombre minimum de signatures de la pétition pour pouvoir organiser le référendum?
		Exéc.	Légis.	Judic.					
Dakota du Sud	814 180				Maire, commissaire, tout conseiller municipal ou membre du conseil dans les juridictions municipales		Faute lourde, malversation, inaction, crimes en fonction, ivresse, incompétence manifeste, corruption, vol, oppression, ou partialité manifeste	60 j.	15% des inscrits pour la précédente élection
Floride	18 801 310				Tout administrateur d'une municipalité ou d'un comté sous charte	1/4 du mandat	Malversation, prévarication, négligence, ivresse, incompétence, incapacité permanente d'exercer des fonctions officielles, condamnation pour mœurs	30 j.	Par tranches selon le nombre d'électeurs inscrits dans la juridiction, de 5% à 10% des électeurs inscrits.
Georgie	9 687 653	X	X	X	Tout élu	180 j., mais durée restante > 180 j.	Conduite contraire au bon fonctionnement de la charge et portant atteinte aux droits et intérêts du public; actes de malversation, violation de serment, manquement aux devoirs prévus par la loi, mauvais usage volontaire, ou détournement de biens ou de fonds publics	90 j. pour les agents de l'État 45 j. pour > 5000 signatures, 30 j. pour < 5000	<i>Fonctionnaires d'État</i> : 15% des inscrits lors de la dernière élection (1/5 de chaque district congressionnel) <i>Autres</i> : 30% des inscrits à la dernière élection du gouverneur

État dont la Constitution admet le rappel (le lien donne accès à l'historique des rappels pour l'État)	Population (2010)	Quels agents publics au niveau de l'État peuvent faire l'objet d'un rappel?			Quels agents publics au niveau local (élus ou nommés) peuvent faire l'objet d'un rappel?	Quelle durée de mandat avant une pétition?	Quelles raisons peuvent être invoquées par la pétition selon la Constitution de l'État?	Quel délai maxi pour réunir les signatures?	Quel est le nombre minimum de signatures de la pétition pour pouvoir organiser le référendum?
		Exéc.	Légis.	Judic.					
Idaho	1 567 582	X	X		Tout agent public, à l'exception des officiers de justice; notamment: membres du conseil des commissaires de comté, shérif, trésorier, assesseur, procureur de la République, greffier du tribunal de district, et coroner; maire, conseillers municipaux; élus des districts spéciaux pour lesquels une procédure de rappel n'est pas déjà prévue par la loi	90 j.	n/a	60 j.	État : 20% des électeurs inscrits lors de la dernière élection du gouverneur Local : 20% des électeurs inscrits lors de la dernière élection ; 50% pour les élus de districts spéciaux
Illinois	12 830 632	Seulement le gouverneur					n/a	150 j.	15% des derniers suffrages exprimés pour le poste de gouverneur de chacun d'au moins 25 comtés (plus 20 membres de la Chambre, 10 membres du Sénat, pas plus que la moitié pour chaque chambre d'un seul parti
Kansas	2 853 118	X	X		Tous les élus dans l'État, sauf les magistrats	120 j., mais durée restante > 200 j.	Condamnation pour crime, faute professionnelle ou manquement aux devoirs prescrits par la loi	90 j.	40% des suffrages exprimés lors de la dernière élection pour ce poste
Louisiane	4 533 372	X	X		Tout fonctionnaire d'État, de district, de paroisse, ou municipal sauf les magistrats	Durée restante > 6 mois	n/a	État 180 j., local 90 j.	1/3 des électeurs inscrits sur la juridiction; 40% si nombre < 1000
Maine	1 328 361				Limité aux villes sous charte et certaines autres villes				
Massachusetts	6 547 629				Limité aux agents publics locaux élus dans quelques juridictions				

État dont la Constitution admet le rappel (le lien donne accès à l'historique des rappels pour l'État)	Population (2010)	Quels agents publics au niveau de l'État peuvent faire l'objet d'un rappel?			Quels agents publics au niveau local (élus ou nommés) peuvent faire l'objet d'un rappel?	Quelle durée de mandat avant une pétition?	Quelles raisons peuvent être invoquées par la pétition selon la Constitution de l'État?	Quel délai maxi pour réunir les signatures?	Quel est le nombre minimum de signatures de la pétition pour pouvoir organiser le référendum?
		Exéc.	Légis.	Judic.					
Michigan	9 883 640	X	X		Tous les élus dans l'État, sauf les magistrats	Durée restante > 6 mois	n/a	90 j.	25% des suffrages exprimés dans la juridiction lors de la dernière élection pour le poste de gouverneur
Minnesota	5 303 925	X	X	X	Tout agent public élu ou nommé dans un comté, y compris procureur, shérif, auditeur, trésorier, commissaire de district	Durée restante > 180 j.	Malversation ou inaction dans l'exercice de fonctions officielles au cours de la période actuelle ou de toute période précédente	n/a	25% des suffrages exprimés lors de l'élection précédente pour ce poste
Missouri	5 988 927				Tout élu d'une ville de classe 3 (56 villes entre 3000 et 30000 hab.)	6 mois	Faute professionnelle, incompétence, manquement aux devoirs prescrits par la loi	60 j.	25% des électeurs inscrits dans la ville
Montana	989 415	X	X	X	Tout agent public élu ou nommé à tout niveau de gouvernement	2 mois	Inadéquation physique ou mentale au poste, incompétence, violation de serment, faute professionnelle, condamnation pour crime	3 mois	<i>État</i> : 10 % des inscrits à la dernière élection pour ce poste <i>Local</i> : 15% des électeurs inscrits à la dernière élection pour les comtés; 20% pour les municipalités ou les districts scolaires

État dont la Constitution admet le rappel (le lien donne accès à l'historique des rappels pour l'État)	Population (2010)	Quels agents publics au niveau de l'État peuvent faire l'objet d'un rappel?			Quels agents publics au niveau local (élus ou nommés) peuvent faire l'objet d'un rappel?	Quelle durée de mandat avant une pétition?	Quelles raisons peuvent être invoquées par la pétition selon la Constitution de l'État?	Quel délai maxi pour réunir les signatures?	Quel est le nombre minimum de signatures de la pétition pour pouvoir organiser le référendum?
		Exéc.	Légis.	Judic.					
Nebraska	1 826 341				Tout représentant élu d'une subdivision politique et tout membre élu des instances dirigeantes des villes, des villages, comtés, districts d'irrigation, de ressources naturelles, d'énergie publique, districts scolaires, zones de collèges communautaires, unités de services d'éducation, districts hospitaliers, services publics métropolitains, et tout administrateur de district sanitaire et d'aménagement	6 mois, et durée restante > 6 mois	n/a	30 j.	35% des suffrages exprimés lors de la précédente élection, sauf dans les cas suivants: <i>Districts multi-membres</i> : 35% des suffrages reçus par l' élu <i>Districts scolaires de classe 1</i> : 25% des inscrits <i>Administration de village</i> : 45% des suffrages reçus par l' élu
Nevada	2 700 55	X	X	X	Tout élu	6 mois	n/a	60 j.	25% des <i>personnes</i> ayant voté (pas seulement du nombre des suffrages exprimés) lors de la dernière élection pour le poste
New Jersey	8 791 894	X	X		Tout élu	12 mois	n/a	<i>Gouverneur</i> <i>sénateur</i> : 320 j. <i>Autres</i> : 160 j.	25% d' électeurs enregistrés dans le district pour le poste
Nouveau-Mexique	2 059 179				Tout agent élu dans 33 comtés Élus des districts scolaires Élus des municipalités commissionnées		<i>Comtés et districts scolaires</i> : malversation, abus d'autorité, violation de serment, dans l'exercice du mandat <i>Municipalités</i> : n/a	n/a	<i>Comtés et districts scolaires</i> : 1/3 des suffrages exprimés lors du dernier vote <i>Municipalités</i> : 20% de la moyenne des suffrages aux 4 précédentes élections, ou 20% des suffrages à la précédente

État dont la Constitution admet le rappel (le lien donne accès à l'historique des rappels pour l'État)	Population (2010)	Quels agents publics au niveau de l'État peuvent faire l'objet d'un rappel?			Quels agents publics au niveau local (élus ou nommés) peuvent faire l'objet d'un rappel?	Quelle durée de mandat avant une pétition?	Quelles raisons peuvent être invoquées par la pétition selon la Constitution de l'État?	Quel délai maxi pour réunir les signatures?	Quel est le nombre minimum de signatures de la pétition pour pouvoir organiser le référendum?
		Exéc.	Légis.	Judic.					
Ohio	11 536 504				Élus des corporations municipales (comtés, villes, villages), sauf membres des commissions scolaires	12 mois	n/a (NB: si l' élu n'est pas révoqué, il est remboursé de la moitié de ses frais de défense)	n/a	15% des suffrages exprimés lors de la précédente élection
Oklahoma	3 751 351				Uniquement dans quelques juridictions				
Oregon	3 831 074	X	X	X	Tout élu		n/a	90 j.	15% de tous les suffrages exprimés pour le gouverneur lors de la dernière élection générale dans le district du poste
Rhode Island	1 052 567	X					Autorisé dans le cas d'un officier général qui a été inculpé de crime, reconnu coupable d'un délit, ou contre lequel un constat de probable violation du code d'éthique a été fait par la commission d'éthique	90 j.	15% des derniers suffrages exprimés pour le poste
Tennessee	6 346 105				Élus locaux des municipalités et comtés sous charte, tout membre de commission scolaire élu, tout membre du conseil municipal élu ou nommé		n/a	75 j.	15% des inscrits pour les municipalités sous charte 66% des suffrages reçus précédemment par l' élu pour les commissions scolaires 66% des suffrages exprimés pour les conseillers municipaux
Texas	25 145 561				Limité à certaines subdivisions politiques sous charte				
Virginie-Occidentale	1 852 994				Uniquement les agents publics élus dans une municipalité sous charte		n/a	n/a	20% des inscrits

État dont la Constitution admet le rappel (le lien donne accès à l'historique des rappels pour l'État)	Population (2010)	Quels agents publics au niveau de l'État peuvent faire l'objet d'un rappel?			Quels agents publics au niveau local (élus ou nommés) peuvent faire l'objet d'un rappel?	Quelle durée de mandat avant une pétition?	Quelles raisons peuvent être invoquées par la pétition selon la Constitution de l'État?	Quel délai maxi pour réunir les signatures?	Quel est le nombre minimum de signatures de la pétition pour pouvoir organiser le référendum?
		Exéc.	Légis.	Judic.					
Washington	6 724 540	X	X		Tout agent public élu sauf les juges		Commission d'un acte de malversation, mauvaise exécution en cours de mandat, ou violation de serment	<i>niveau de l'État</i> : 270 j. <i>niveau local</i> : 180 j.	<i>Fonctionnaires d'État</i> : 25% des derniers suffrages exprimés pour le poste <i>Autres</i> : 35% des derniers suffrages exprimés pour le poste
Wisconsin	5 686 986	X	X	X	Tout agent public élu	12 mois	La raison doit être liée aux responsabilités officielles de l'agent	60 j.	25% de tous les suffrages exprimés lors de la dernière élection pour le gouverneur dans le district du poste
Wyoming	563 626				Tout agent public élu, seulement dans les villes et cantons commissionnés		n/a	n/a	25% des inscrits